



CGT Finances Publiques

Aveyron

Déclaration liminaire

CSAL FS DU 17 10 2023

Le 22 octobre 2021, les 4 organisations syndicales nationales représentatives de la DGFIP : Solidaires Finances publiques, CGT Finances publiques, F.O.-DGFIP et l'alliance CFDT-CFTC Finances publiques, signaient avec notre Direction Générale la première négociation collective de la Fonction Publique d'État. Ce protocole d'accord relatif à la reconnaissance professionnelle de l'engagement des agents comportait 3 volets :

1. Une enveloppe de 10 millions pour augmenter en 2022 le nombre de promotions intra et inter-catégorielles.
2. Une enveloppe de 10 millions pour améliorer le cadre de vie au travail des agents.
3. Une enveloppe de 16 millions (10 avant négociation) pour financer le versement d'une prime exceptionnelle.

Cet accord indiquait aussi à la fin de son article 2 : «des échanges sur l'état du régime indemnitaire à la DGFIP seront organisés pour aboutir éventuellement à une négociation sur son évolution, au 1^{er} semestre 2022.» Après 2 ans d'attente, la DG respecte enfin son engagement «d'échanger» avec les OS, puisque le 25/09, un accord de méthode sur une nouvelle négociation a été signé par les mêmes 4 OS nationales. La DG doit maintenant prendre le temps et se donner les moyens de reconnaître enfin que la seule richesse de la DGFIP est l'investissement de ses agents.

En parallèle, une conférence sociale sur les salaires a démarré, avec 4 grands thèmes : l'évolution des salaires et les trappes à bas salaires, les négociations de branche, les classifications, les temps partiels subis et le sous-emploi.

La CGT a exigé que les salaires dans la Fonction publique soient abordés soit via un processus autonome, soit via un thème de la conférence sociale, et a demandé l'ajout d'un thème sur l'égalité salariale femmes/hommes, notamment au regard des éléments suivants. En 2016, le différentiel de salaire net entre les femmes et les hommes représentait un manque à gagner de 33 milliards par an pour les femmes et de 24 milliards de cotisations sociales.

Le sujet des salaires est éminemment important à la vue de la faiblesse de nos rémunérations, nous nous en rendons compte à l'étude de l'ordre du jour. Les préoccupations des collègues révèlent une angoisse du lendemain, une perte de motivation devant des tâches qui n'ont plus de sens. La croyance en la toute puissance des technologies et à une administration numérique proche des usagers, nous amène au bord du précipice. Après un comité social d'administration local dédié en partie au tableau de veille sociale qui a déjà fait émerger un sentiment de mal être énorme, nous voilà devant un document unique d'évaluation des risques professionnels qui dresse un tableau des services apocalyptique, quand on pense que tous les collègues n'ont pas eu accès à des réunions DUERP digne de ce nom !!!

Cerise sur le gâteau, lors de l'exercice d'évacuation incendie au centre contact professionnel de Decazeville, les collègues se sont rendu compte que l'échelle d'évacuation était bloquée à près de 2 mètres du sol, un bon résumé de notre fonctionnement et de Bercy, inadapté et trop court.....